l'Agriculture a tenté d'apaiser les cultivateurs canadiens en leur promettant, s'ils acceptaient ce prix, un marché sûr pour leur blé à l'avenir.

Voyons les faits. Une dépêche de la *Canadian Press*, parue dans la *Tribune* de Winnipeg le 3 juillet 1946 explique l'échec de la mission britannique chargée d'obtenir des vivres du gouvernement canadien. En voici le texte:

Des hauts fonctionnaires ont appris à la *Canadian Press* que la suspension (des négociations) résultait de l'hésitation du gouvernement canadien à promettre des livraisons considérables qui l'empêcheraient, advenant une mauvaise récolte, de remplir ses engagements envers d'autres acheteurs de céréales canadiennes.

Ce communiqué donne l'explication généralement acceptée de l'échec des négociations avec le gouvernement britannique. La déclaration suivante, toutefois, paraît dans l'*Evening Telegram* de Toronto, en date du 25 juin dernier:

M. Strachey a convenu qu'en toute justice le gouvernement britannique devait reconnaître l'effort de notre pays qui a fourni le blé pendant la guerre et conclure un nouveau contrat; il a déclaré catégoriquement, toutefois, que celui-ci n'engagerait pas le Royaume-Uni à s'approvisionner exclusivement au Canada.

Cette déclaration diffère entièrement du prétexte fourni par le gouvernement canadien dans le premier communiqué que j'ai cité.

L'hon. M. GARDINER: Elle n'émane pas du gouvernement canadien.

M. HLYNKA: Selon la dépêche, de hauts fonctionnaires de l'Etat ont transmis la déclaration à la *Presse Canadienne*.

L'hon. M. GARDINER: C'est toujours ainsi que s'expriment les journalistes lorsqu'il ont obtenu une entrevue quelconque.

M. HLYNKA: A mon sens, la deuxième dépêche, communiquée par M. J. H. Fisher et publiée dans l'*Evening Telegram* de Toronto, fournit la véritable raison. Depuis plusieurs années, toutefois, le ministre de l'Agriculture et celui du Commerce prient les cultivateurs canadiens d'écouler leur blé à un prix inférieur à celui que les cultivateurs américains obtiennent de clients communs afin que nous puissions conserver ce débouché au blé canadien. Selon M. Strachey, toutefois, le principe se révèle mal fondé. Pourquoi le cultivateur canadien devrait-il continuer à vendre son blé à un prix inférieur à celui que reçoit le cultivateur américain, si on ne lui garantit pas désormais un marché pour son blé? J'estime que le Canada peut se permettre de vendre son blé à la Grande-Bretagne au prix courant ou même à plus bas prix, mais non pas uniquement aux dépens du cultivateur canadien. La nation entière devrait en supporter le fardeau, au moyen d'une prime ou d'une sub-

vention quelconque. Si on n'a pu conclure une entente, c'est peut-être en raison de l'attitude du présent Gouvernement.

L'hon. M. GARDINER: Puis-je poser une question à l'honorable député? Mon honorable ami suppose-t-il, en parlant de la sorte, qu'on ne passera aucun marché avec la Grande-Bretagne?

M. HLYNKA: Non.

L'hon. M. GARDINER: Alors pourquoi prétend-il qu'on ne s'est pas entendu?

M. HLYNKA: Je m'explique. L'article suivant a paru le 16 juillet 1946 dans le *Journal d'Ottawa*.

D'après les renseignements obtenus hier soir, on signera l'accord anglo-canadien sur le blé d'ici la fin de la campagne agricole, le 31 juillet.

Cet accord, qui sera valide pour quatre ans, a-t-on appris, prévoit un prix fixe de \$1.55 le boisseau de blé n° 1 du Nord, à la tête des Grands Lacs, pour les deux premières années, mais aucun prix maximum pour les deux autres années; il est possible, toutefois, qu'il stipule un prix maximum.

Il semble en effet, d'après ce rapport, qu'on en viendra à une entente, mais ce n'est pas là que je veux en venir. Le Gouvernement a soutenu depuis des années à la Chambre que si le cultivateur canadien vend son blé à un prix inférieur à celui que reçoit le cultivateur américain, il aura un marché assuré pour l'avenir. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui et, pour ce motif, je suis d'avis que le cultivateur canadien devrait exiger pour son blé le même prix que touche le cultivateur des Etats-Unis; si le gouvernement canadien veut vendre notre blé à un prix inférieur, il appartient au pays de combler la différence par des subventions.

L'hon. M. GARDINER: Puis-je poser une autre question? Si, lors de la signature de l'accord, on eût convenu de vendre tout le blé canadien qu'une autorité compétente en la matière déciderait de vendre chaque année pendant la durée de l'accord, l'honorable député soulèverait-il toujours la même objection?

M. HLYNKA: Cela dépendrait du prix.

L'hon. M. GARDINER: Même si le prix était de \$1.55 pendant les deux premières années et qu'il n'y eût aucun plafond durant les deux dernières années?

M. HLYNKA: Cela ne tire pas le ministre de la situation dans laquelle il s'est placé en promettant au cultivateur canadien un débouché assuré pour son blé.

L'hon. M. GARDINER: Je ne suis pas dans une mauvaise situation. J'essaie tout simplement de tirer l'honorable député,—bien